



Monsieur le Président de la République française,
Monsieur le Premier Ministre,
Madame la Ministre en charge de l'Enseignement supérieur et de la Recherche,
Monsieur le Ministre en charge de l'Education nationale,

Le 5 octobre prochain, les enseignants du monde entier interpellent leurs gouvernements.

Au sein de l'Internationale de l'Education, qui regroupe 394 organisations membres dans 171 pays et représente plus de 30 millions d'enseignants et de personnels de l'éducation, ils affirmeront solennellement qu'ils ne sont pas responsables de la crise économique qui frappe durement les pays.

Ils affirmeront solennellement qu'ils refusent d'en payer les conséquences, qu'ils refusent les gels ou les baisses de salaires, les menaces sur la sécurité de l'emploi, sur la protection sociale et les retraites, la précarité qui augmente. Au contraire, ils diront haut et fort que la reprise économique passe par les enseignants, par l'éducation. Que c'est en développant une politique éducative ambitieuse, en investissant dans le potentiel enseignant, que l'on dépassera la crise économique.

En France, nous refusons les dizaines de milliers de suppressions de postes que vous avez décidé d'opérer chaque année depuis 2007, nous refusons les coupes budgétaires qui rendent plus difficiles encore les conditions d'exercice de nos métiers comme les études des élèves et étudiants, avec notamment des classes surchargées, une offre de formation dégradée et appauvrie. A l'opposé des 16 000 nouvelles suppressions de postes annoncés dans l'éducation, nous demandons un autre budget pour 2011 afin de placer la réussite des élèves comme enjeu prioritaire pour l'avenir.

En ce mardi 5 octobre, les enseignants, ensemble et solidaires, lancent un cri d'alarme qui résonnera dans le monde entier.

Syndicats français de l'Internationale de l'Education:
SNCS-FSU, SNEP-FSU, SNUIPP-FSU, SNES-FSU
UNSA Education
SGEN-CFDT
SNETAA